

Un avenir pour l'Irak ?

Introduction

Antoine Garapon et Pierre Morel

Un excellent documentaire diffusé récemment sur France 5 a rappelé les incroyables souffrances qu'a endurées le peuple irakien¹. Il a rafraîchi la mémoire de ceux qui auraient oublié le rôle des Occidentaux, et principalement des États-Unis, mais la France n'est pas exemptée non plus, dans ce malheur. Depuis 1980, le pays a été engagé dans deux guerres successives, puis soumis à un régime intermittent de sanctions économiques et à des cycles ininterrompus de violence et de terreur, sans compter l'occupation de la ville de Mossoul par l'État islamique, du 9 juin 2014 jusqu'en juillet 2017. Depuis, Daech a été défaite mais en laissant derrière elle des bombes humaines à retardement en la personne des « louveteaux du Califat ».

On lira ici le tableau clinique que Faris Kamal Nazmi dresse d'une société traumatisée. Pour ne citer qu'un seul chiffre, plus de la moitié des habitants de Mossoul et de Bagdad ont été témoins de violences, ce qui est énorme. Toute une population doit être prise en charge, mais l'on ne soignera les symptômes qu'à la condition de s'attaquer aux causes, qui sont profondes. Faris Harram invite à ne pas s'arrêter à ces soubresauts récents, qui ne sont que la énième réplique d'une faille initiale. Dès le VII^e ou le VIII^e siècle, le pays souffre en effet des dissensions entre les différents courants de l'islam, ainsi que des tensions entre les musulmans et les multiples autres minorités religieuses (chrétiennes, yézidiennes, sabéennes-mandéennes). Comme hantée par cette répétition du même, la violence politique est d'autant plus préoccupante qu'elle prend racine dans des représentations très profondes, dès l'enfance. Une recension

1 - *Irak, destruction d'une nation*, réalisé par Jean-Pierre Canet (2020, 4 × 52 mn).

très exhaustive des stéréotypes qui alimentent une haine latente est ici dressée par Saad Salloum.

On aurait tort dès lors d'imputer ces violences seulement à la géopolitique contemporaine. Il faut considérer également la fragilité constitutive *du* politique en Irak, dans le sens de la structuration profonde du lien social. Celui-ci passe plus par une identité clanique et religieuse que par une appartenance politique à la nation irakienne. Il repose sur une

**Il faut considérer
la fragilité constitutive
du politique en Irak.**

peur profonde, extrême, fatale, qui conduit à la désintégration de la société, à la rupture du lien social, et déclenche une réaction en chaîne, où l'on finit par devoir tuer pour ne pas être tué. La vio-

lence en Irak se nourrit d'une régression identitaire, qui n'est pas propre à ce pays tant on la constate un peu partout dans une région en pleine recomposition, mais elle grossit ici par défaut d'État et d'institutions... à moins que cela ne soit l'inverse, à savoir qu'elle procède de l'impossibilité de construire un État.

Les trois contributions qui composent ce dossier sont tirées d'un colloque sur la violence au Moyen-Orient qui s'est tenu au Collège de France le 22 mars 2019, réunissant des intellectuels irakiens, libanais, syriens et français, à l'initiative de plusieurs associations dont l'observatoire Pharos et Pax Christi. Pour les participants à cette rencontre, qui faisait suite à un premier voyage d'étude en Irak, il s'agissait d'aller au-delà de ce constat très dur, pour ouvrir quelques pistes de réflexion pour l'avenir².

Certes, les ONG internationales offrent de nombreux kits de justice réparatrice, mais elles risquent de passer à côté des véritables causes de la violence. Les meilleures lois et les plus beaux codes sont impuissants à changer la réalité, tout autant que les discours politiques prônant la réconciliation sans réelle volonté de la mettre en œuvre (on songe notamment au « Moniteur de la réconciliation nationale » lancé par le gouvernement de Nouri al-Maliki). Sans compter que dans certaines régions, l'État de droit est très faible. Non, si l'origine du problème est dans le *socius*, dans les mœurs aurait-on dit au XVIII^e siècle, la violence ne pourra être durablement surmontée qu'à la condition de formuler un projet, afin de soutenir la reconstruction sous toutes ses formes, matérielles, morales et symboliques.

2 - Voir aussi, sur ce voyage, Laurent Larcher, « De Montaigne et de la liberté de conscience en Irak », *Esprit*, septembre 2017.

Le rôle de la société civile sera déterminant ; parallèlement aux programmes internationaux de réhabilitation, la vraie reconstruction se fera de façon ascendante, du bas vers le haut, avec le concours indispensable des mouvements associatifs et des responsables religieux. Il faut endiguer le discours de haine et promouvoir un dialogue constructif des religions, qui fondent le plus souvent l'identité. Mais il va de soi que tout ce travail ne pourra s'inscrire dans la durée qu'à la condition d'être soutenu par un État qui aura, lui aussi, mené une lutte contre le clientélisme et la corruption.

